

DEPT. OF REGIONAL ECONOMIC EXPANSION
LIBRARY
JAN 26 1972
MIN. DE L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE
BIBLIOTHÈQUE

ARDA

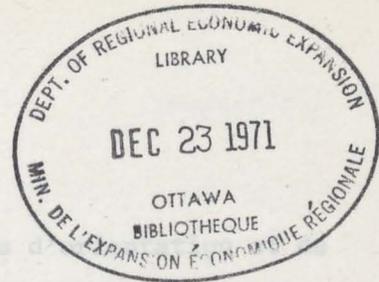
CANADA/
MANITOBA

Entente
fédérale-provinciale
sur le développement
rural 1971/1975

QUEEN
HT
395
.C32
M3214
1971

EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE CANADA
REGIONAL ECONOMIC EXPANSION CANADA

HC
117
M3
C3514



L'entente prévoit en outre la poursuite des programmes de formation spécialisée et également d'autres formes d'aide visant à assurer le succès des programmes de réaffectation et d'utilisation rationnelle des terres.

Par rapport aux accords antérieurs, on a élargi le champ de la nouvelle entente de façon à englober des projets d'exploitation de toutes les sources primaires.

NOUVELLE ENTENTE ARDA CONCLUE AVEC LE MANITOBA

Le développement touristique et récréatif. De tels projets peuvent être mis en

M. Jean Marchand, ministre de l'Expansion économique régionale, a annoncé le 9 juin 1971 que le gouvernement fédéral venait de conclure une nouvelle entente quinquennale avec le Manitoba, aux termes de la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA).

L'entente prévoit la mise sur pied de programmes d'aménagement rural et de relèvement social. Le coût de ces programmes sera partagé également entre le gouvernement fédéral et le Manitoba. Il s'agit de la troisième entente ARDA conclue depuis l'entrée en vigueur de la Loi en 1961.

La nouvelle entente met l'accent sur la création d'emplois et sur les mesures visant à aider la population rurale à profiter des nouveaux emplois ou à améliorer son revenu. Cette entente peut aussi comprendre des programmes d'utilisation des terres et de conservation du sol et de l'eau, à condition que de tels programmes ne soient pas incompatibles ou ne fassent pas double emploi avec d'autres programmes fédéraux ou fédéraux-provinciaux.

L'entente prévoit en outre la poursuite des programmes d'orientation et de formation spécialisée et également d'autres formes d'aide visant à assurer le succès des programmes de réaffectation et d'utilisation rationnelle des terres.

Par rapport aux accords antérieurs, on a élargi le champ de la nouvelle entente de façon à englober des projets d'exploitation de toutes les ressources primaires. A cet égard, on a accru l'aide aux programmes de développement touristique et récréatif. De tels projets pourront être mis en oeuvre à condition qu'ils fassent partie intégrante d'un plan de développement de la région en cause.

Lorsque les autorités fédérales et provinciales conviendront de la nécessité de programmes et de projets spéciaux, l'élaboration de tels programmes et projets sera fondée sur des stratégies de développement rural planifié.

Dans les provinces des Prairies, une entente spéciale mettra l'accent sur les programmes d'aide à la population d'ascendance indienne particulièrement défavorisée.

Tout en reconnaissant qu'un grand nombre de domaines d'activité sont essentiels au succès d'un programme d'aménagement rural et de relèvement social, la nouvelle entente contient des dispositions explicites afin d'éviter tout double emploi avec d'autres programmes fédéraux ou fédéraux-provinciaux.

Bien que la nouvelle entente soit en vigueur jusqu'au 31 mars 1975, les programmes et projets approuvés avant cette date pourront se poursuivre à condition d'être parachevés avant le 31 mars 1978.

(Traduction)

LOI SUR L'AMÉNAGEMENT RURAL ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

ENTENTE FÉDÉRALE-PROVINCIALE CONCERNANT

LE DÉVELOPPEMENT RURAL

ENTENTE conclue ce vingt-sixième jour de mai A.D. 1971

ENTRE :

LE GOUVERNEMENT DU CANADA
ci-après nommé "le Canada"

D'UNE PART,

ET :

LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE
DU MANITOBA
ci-après nommé "le Manitoba"

D'AUTRE PART.

LA PRÉSENTE ENTENTE est signée par M. Jean Marchand, ministre de l'Expansion économique régionale, au nom du Canada, et par M. Samuel Uskiw, ministre de l'Agriculture, au nom du Manitoba.

ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba reconnaissent que de nombreux ruraux ont des revenus et un niveau de vie nettement insuffisants et qu'il existe des problèmes complexes d'expansion économique et de relèvement social dans plusieurs zones rurales de la province du Manitoba;

ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba reconnaissent la nécessité d'intégrer les programmes qui font l'objet de la présente Entente aux autres programmes gouvernementaux en vue de faire face efficacement à ces problèmes;

ATTENDU QUE la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole (ARDA) permet au Canada, entre autres, de collaborer avec le Manitoba aux travaux de recherche, d'élaboration, de mise en oeuvre et au financement de programmes et de projets destinés à relever le niveau de vie et à créer de nouvelles possibilités d'emploi et de meilleurs revenus pour les populations rurales, à rationaliser l'utilisation et à favoriser le développement des terres, à permettre l'aménagement et la conservation des réserves d'eau et l'amélioration des sols, et à aider les gens à résoudre leurs problèmes d'adaptation;

EN FOI DE QUOI, les Parties en cause conviennent de ce qui suit:

1. Dans la présente Entente, à moins que le contexte ne l'indique autrement:
 - a) "Loi": signifie la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole du Canada;
 - b) "Programme approuvé": signifie tout programme approuvé par le Ministre fédéral en vertu de la présente Entente, dans le cadre de la participation ou de l'aide du Canada aux termes de la Loi;

- c) "Projet approuvé": signifie tout projet approuvé par le Ministre fédéral en vertu de la présente Entente, dans le cadre de la participation ou de l'aide du Canada aux termes de la Loi;
- d) "Comité": signifie le Comité conjoint ARDA institué en vertu de l'article 2;
- e) "Ministre fédéral": signifie le ministre de l'Expansion économique régionale du Canada ou toute autre personne désignée par ledit Ministre pour agir en son nom;
- f) "Ministres": signifie le Ministre fédéral et le Ministre provincial;
- g) "Ministre provincial": signifie le ministre de l'Agriculture de la province du Manitoba ou toute autre personne désignée par ledit Ministre provincial pour agir en son nom en vertu de la présente Entente;
- h) "Programme": signifie un programme défini comprenant plusieurs projets envisagés en vertu de la présente Entente;
- i) "Terres rurales": signifie les terres du Manitoba désignées conjointement par les Ministres et approuvées par le Gouverneur général en conseil, où certains programmes et projets peuvent être exécutés en vertu de la présente Entente;
- j) "Partage des frais": signifie le montant ou la quote-part des frais globaux d'un projet que le Canada et la province se sont engagés à assumer.

2. Les Ministres institueront un comité conjoint ARDA, composé d'au moins deux représentants du Canada et deux représentants du Manitoba, chargé des programmes et des projets entrepris dans le cadre de l'annexe "A" de la présente Entente.

3. 1) Le Comité élaborera, et recommandera aux Ministres des programmes et des projets conformes à la Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole et visant à faciliter l'expansion économique et le relèvement social au profit de la population des régions rurales du Manitoba.

2) Le Comité recommandera aux Ministres les zones et les terres qui peuvent faire l'objet de programmes et de projets aux termes de la présente Entente, après avoir déterminé les problèmes inhérents auxdites zones et terres.

3) Le Comité indiquera aux Ministres de quelle façon chaque programme ou projet recommandé, en lui-même ou en conjonction avec d'autres programmes du Canada et du Manitoba, peut contribuer à résoudre les problèmes déterminés.

4) Le Comité indiquera aux Ministres les objectifs, sous-objectifs, coûts et bénéfices, y compris les bénéfices et les coûts ayant trait à l'environnement et à l'écologie, les méthodes de mise en oeuvre, les recettes anticipées, la contribution de l'utilisateur et les dispositions prises pour l'évaluation, au besoin, de chaque programme ou projet.

5) Le Comité étudiera la marche des travaux de mise en oeuvre des programmes et projets approuvés, y compris ceux qui ont trait à la recherche et aux études, et en fera rapport aux Ministres.

6) Le Comité pourra recommander aux Ministres des projets d'étude et de recherche qu'il croit nécessaires à la détermination, à l'élaboration ou à l'évaluation de tout programme ou projet proposé ou mis en oeuvre aux termes de la présente Entente.

4. 1) La durée d'un programme ou d'un projet sera déterminée lors de l'approbation du programme ou projet mais ne devra pas dépasser cinq ans à compter de la date déterminée lors de l'approbation dudit programme ou projet.

2) Les Ministres peuvent prolonger la durée déterminée lors de l'approbation d'un programme ou d'un projet ou renouveler un programme ou un projet à condition que la durée totale ne dépasse pas cinq ans, mais toute proposition de renouvellement doit être accompagnée d'une évaluation du programme ou du projet.

5. Sous réserve de l'article 24, la mise en oeuvre de tout programme ou projet aux termes de la présente Entente doit faire l'objet d'une approbation préalable (nommée approbation de programme ou de projet aux fins de la présente Entente), selon les modalités convenues par les parties en cause. Les programmes et projets en question ne pourront être mis en oeuvre qu'à condition qu'ils fassent partie d'une des catégories décrites à l'annexe "A" de la présente Entente et que les fonds nécessaires soient alloués par le Parlement du Canada et par la Législature du Manitoba.

6. Sous réserve de l'article 16, les frais partageables pour l'élaboration, la mise en oeuvre et l'évaluation de tout programme ou projet, y compris le coût de la consultation et de l'information, au besoin, seront répartis également entre le Canada et le Manitoba.

7. Aucun programme ou projet ne sera approuvé aux termes de la présente Entente, ou, s'il est approuvé, ne sera prolongé ou renouvelé, s'il est prévu aux termes d'autres programmes offerts par le Canada et le Manitoba au moment de l'approbation du programme ou du projet ou de la recommandation de son prolongement ou renouvellement.

8. Les parties en cause annonceront conjointement les programmes ou projets approuvés, et toute information ou publicité y relative précisera les apports financiers respectifs du Canada et du Manitoba.

9. Aux termes de la présente Entente, aucun programme ou projet ne sera approuvé après le 31 mars 1975. Le Canada ne s'engage à payer aucune dépense encourue après la durée originale ou prolongée, déterminée lors de l'approbation du programme ou projet, ou après le 31 mars 1978, au premier terme atteint. Le Canada ne s'engage à payer aucune réclamation qui n'aura pas été présentée au cours des dix-huit mois qui suivront la durée originale ou prolongée, déterminée lors de l'approbation d'un programme ou projet.

10. A moins que les Ministres n'en conviennent autrement, le Manitoba devra assurer l'organisation, l'exploitation et la poursuite de chaque programme ou projet entrepris en vertu de la présente Entente.

11. Pour faciliter l'exécution de la présente Entente, le Manitoba s'engage à fournir au Ministre fédéral, au plus tard le premier octobre de chaque année, les prévisions au sujet de ses programmes et projets envisagés pour l'année financière suivante, selon la formule que pourra exiger le Ministre fédéral.

12. Sous réserve de la présente Entente, le Canada remboursera au Manitoba les dépenses encourues à l'égard des programmes et projets approuvés, conformément à la quote-part stipulée dans la présente Entente, sur présentation d'une demande du Manitoba dont le libellé et la forme auront été acceptés conjointement et qui sera certifiée conforme par un haut fonctionnaire provincial et accompagnée d'un certificat de vérification émis par la province.

13. 1) Afin d'aider au financement provisoire des programmes et des projets approuvés, le Canada peut faire, à la demande du Manitoba, des versements provisoires au Manitoba, ne dépassant pas 80 p. 100 de la quote-part du Canada des réclamations présentées, et fondés sur l'évaluation des dépenses effectivement encourues, cette évaluation devant être certifiée par un fonctionnaire supérieur du Manitoba.

2) Le Manitoba tiendra une comptabilité de ces versements provisoires et présentera au Canada, dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent le versement provisoire, un relevé détaillé des dépenses effectivement encourues, certifié par un haut fonctionnaire provincial et accompagné d'un certificat de vérification émis par la province. Tout écart entre les

montants versés par le Canada à titre de versements provisoires et les sommes effectivement payables par le Canada devra être corrigé dans le plus bref délai par le Canada et le Manitoba.

14. Le Manitoba tiendra à jour un registre de toutes les transactions faites en conformité de la présente Entente, avec pièces justificatives et documents appropriés à l'appui.

15. Sur demande, le Manitoba mettra tous ces documents, dossiers et pièces justificatives à la disposition du Ministre fédéral pour fins de vérification.

16. 1) Sous réserve du paragraphe 2) du présent article, les frais encourus par le Canada et le Manitoba au chapitre de la supervision, de la location de bureaux, des communications téléphoniques et autres frais analogues ne seront pas inclus dans le coût d'un programme ou d'un projet.

2) Le partage des frais peut s'appliquer aux frais directs d'administration déterminés lors de l'approbation du programme ou du projet et peut aussi englober les traitements et les dépenses des employés du Canada ou du Manitoba, ou des organismes de cette province, lorsque lesdits employés ne font pas partie des cadres réguliers affectés aux programmes et projets ARDA mais sont engagés spécialement aux fins de programmes ou de projets approuvés pour une période ininterrompue d'au moins un mois.

17. Avec le consentement mutuel du Canada et du Manitoba, une partie de la contribution globale du Canada peut se faire sous forme de services techniques et autres offerts par l'ARAP.

18. Sauf s'il s'agit d'un cas de force majeure, le Manitoba garantit le Canada contre toute réclamation qui pourra lui être faite en rapport avec l'un quelconque des programmes ou des projets entrepris aux termes de la présente Entente.

19. Les conditions suivantes s'appliquent au recrutement de la main-d'oeuvre et à l'adjudication des contrats, dans le cas de tous les programmes et projets entrepris aux termes de la présente Entente:

- a) dans la mesure du possible, la main-d'oeuvre sera recrutée par l'entremise des Centres de main-d'oeuvre du Canada;
- b) le recrutement de la main-d'oeuvre nécessaire à un programme ou à un projet se fera sans discrimination de race, de sexe, d'origine ethnique, de religion ou d'appartenance politique.

20. Aucun député de la Chambre des communes ou membre du Sénat ne pourra bénéficier de l'ensemble ou d'une partie d'un contrat, d'une commission ou autres avantages concernant un programme ou un projet approuvé.

21. Tous les travaux de construction aux termes de programmes et de projets approuvés doivent être exécutés conformément aux normes et aux conditions de travail convenues entre le Canada et la province.

22. Lors de l'approbation d'un projet ou d'un programme aux termes de la présente Entente, il sera établi d'un commun accord si les recettes découlant de la réalisation dudit projet ou programme sont ou non partageables entre le Canada et le Manitoba. Les recettes partageables perçues par le Manitoba seront divisées pendant vingt ans ou pendant toute autre période moins longue acceptée par les Ministres entre le Canada et le Manitoba, dans une proportion équivalente aux mises de fonds respectives du Canada et du Manitoba dans le programme ou le projet en cause.

23. 1) Lorsque des terres achetées ou des ouvrages construits par le Manitoba à toute fin énoncée dans la présente Entente sont vendus dans les vingt années qui suivent leur acquisition ou leur construction, le produit d'une telle vente sera divisé entre le Canada et le Manitoba dans une proportion équivalente aux mises de fonds respectives du Canada et du Manitoba dans le programme ou le projet en cause.

2) Lorsque des terres achetées à toute fin énoncée dans la présente Entente, sont réaffectées dans les vingt années qui suivent à des usages qui ne sont pas compatibles avec l'esprit de la présente Entente, le Manitoba versera au Canada une partie de la valeur marchande desdites terres, telles qu'évaluées au moment de la réaffectation, dans une proportion équivalente à la quote-part versée par le Canada lors de la mise de fonds originale dans le programme ou le projet en cause.

3) Lorsque des ouvrages construits par le Manitoba aux termes de la présente Entente sont réaffectés, dans les vingt années qui suivent ou au cours de toute autre période moins longue convenue entre les Ministres,

à des usages qui ne sont pas compatibles avec l'esprit de la présente Entente, le Manitoba versera au Canada une somme égale à la mise de fonds originale du Canada dans les ouvrages en cause.

24. Toute dépense effectuée par la province entre le 1^{er} avril 1970 et la date d'approbation, par le Ministre fédéral, d'un programme ou d'un projet entrepris par ladite province entre le 1^{er} avril 1970 et la date de la signature de la présente Entente peut être comprise dans le régime de partage des frais applicable au programme ou projet approuvé.

25. La présente Entente peut être modifiée conjointement par le Ministre fédéral et le Ministre provincial, avec l'approbation du Gouverneur général en conseil et du Lieutenant-gouverneur en conseil.

EN LA PRÉSENCE DE:

André Lafond

Témoïn

SIGNÉ AU NOM DU GOUVERNEMENT
DU CANADA

Jean Marchand

EN LA PRÉSENCE DE:

J.M. Cormack

Témoïn

SIGNÉ AU NOM DU GOUVERNEMENT
DU MANITOBA

Samuel Uskiw

ANNEXE A

PARTIE I	-	GÉNÉRALITÉS
PARTIE II	-	RÉAFFECTATION DES TERRES
PARTIE III	-	CONSERVATION DU SOL ET DE L'EAU

ANNEXE A

PARTIE I

GÉNÉRALITÉS

1. La méthode régissant l'approbation de chaque programme ou projet aux termes de la présente annexe doit être convenue entre les Ministres.

2. Lorsque jugé nécessaire et pertinent, et lorsque les programmes ou projets ne sont pas prévus aux termes d'autres programmes fédéraux ou fédéraux-provinciaux, lesdits programmes ou projets approuvés peuvent comporter des dépenses en vue:

- a) d'intéresser la population locale à améliorer les conditions socio-économiques de sa collectivité et de sa région
 - i) par l'organisation de colloques, de conférences, d'assemblées et autres activités de groupe, y compris le versement d'allocations pour couvrir les dépenses des participants et autres frais connexes,
 - ii) par l'octroi de subventions et d'allocations pour la formation des responsables locaux appelés à rendre divers services bénévoles au sein de la collectivité;
- b) de la préparation ou de l'achat d'articles pouvant servir à renseigner le public sur les programmes et les projets en cours;

- c) de l'évaluation des programmes ou des projets au moyen
 - i) d'études et de méthodes de contrôle spéciales, et
 - ii) de l'obtention et de l'analyse, lorsque jugé nécessaire et pertinent, de données qui ne sont pas recueillies ou analysées ailleurs;

- d) de projets spécialement destinés
 - i) à l'application expérimentale des conclusions de recherches en vue de trouver de nouveaux moyens d'améliorer l'emploi et le revenu de la population rurale,
 - ii) à effectuer les recherches nécessaires en vue de déterminer et (ou) d'élaborer des programmes ou des projets aux termes de la présente Entente.

3. Dans le cas des dépenses aux termes de la présente partie, le partage des frais peut s'appliquer au montant global.

ANNEXE A

PARTIE II

RÉAFFECTATION DES TERRES

1. Les dispositions de la présente partie ont pour objet de permettre au Canada et au Manitoba de prendre des mesures non prévues aux termes d'autres programmes fédéraux ou fédéraux-provinciaux, en vue d'améliorer les possibilités d'emploi et de revenu de la population rurale en réaffectant les terres rurales à des fins plus rationnelles et en aidant ladite population rurale à s'adapter aux changements, de façon à profiter pleinement des possibilités d'emploi et de revenu.

2. Les programmes ou projets approuvés aux termes de la présente partie entreront dans l'une ou l'autre des catégories suivantes applicables aux terres rurales du Manitoba:

- a) acquisition de terres de faible potentiel en vue de les réaffecter à des usages plus rationnels, soit par exemple l'aménagement de prairies ou de pâturages permanents, de forêts, de lieux de récréation, de réserves de la faune ou de zones de conservation;
- b) acquisition de fermes non rentables en vue de les agrandir ou de les remembrer;

- c) acquisition de boisés non rentables en vue de les agrandir ou de les remembrer;
- d) regroupement et amélioration des propriétés acquises en vertu des paragraphes a), b) et c) du présent article;
- e) aménagement des terres publiques en vue de l'établissement de pâturages communautaires, ou aménagement ou réaffectation de ces terres à des fins plus rationnelles;
- f) aide financière ou autre aux propriétaires ou exploitants de fermes en vue de réaffecter les terres améliorées mais peu propices à l'agriculture sur les fermes actuelles, à des usages plus productifs, soit par exemple l'aménagement de prairies ou de pâturages, de forêts, de lieux de récréation et de réserves de la faune;
- g) aide financière ou autre aux propriétaires ou exploitants de boisés et de fermes en vue de l'établissement ou de l'amélioration de boisés sur les propriétés actuelles;
- h) aide financière ou autre en vue de faciliter l'aménagement d'exploitations agricoles ou forestières rentables, soit supplémentaires, soit auxiliaires.

3. Lorsque les programmes fédéraux ou fédéraux-provinciaux de main-d'oeuvre ne suffisent pas à assurer la réinstallation complète des familles rurales touchées par les dispositions de l'article 2 de la présente partie, les lacunes dans les mesures nécessaires à la réinstallation peuvent

être comblées par des programmes et des projets choisis dans l'une ou l'autre des catégories suivantes:

- a) allocations au cours de la formation, y compris des indemnités de voyage et de séjour pour une personne ou une famille;
- b) remboursement des frais d'éducation au cours de la formation pour une personne ou une famille;
- c) aide financière ou autre, au besoin, soit par exemple pour des services de conseillers en planification et en gestion agricole, ou pour la formation des propriétaires ou exploitants de fermes et de boisés privés en institution;
- d) allocations ou subventions spéciales, ne devant pas dépasser \$2,500 par famille, quand la vente de la ferme ne fournit pas les fonds nécessaires à la réinstallation et au déménagement de la famille dans une région où règnent de meilleures conditions d'emploi.

4. 1) Sous réserve des paragraphes 2) et 3) du présent article, le partage des frais dans le cas de programmes et de projets cités à la présente partie peut s'appliquer au montant global des dépenses encourues par le Manitoba.

2) Dans le cas des programmes et des projets cités aux paragraphes a), d), e), f) et g) de l'article 2 de la présente partie, les frais partageables ne dépasseront pas, à l'égard de chaque catégorie, un montant

maximal moyen de 50 dollars l'acre, calculé en fonction du nombre d'acres achetées ou aménagées aux termes de chaque projet approuvé en vertu de la présente partie, sauf sur approbation du Gouverneur général en conseil.

3) Dans le cas des programmes et des projets cités aux paragraphes b) et c) de l'article 2, les frais partageables ne dépasseront pas un montant maximal moyen de 100 dollars l'acre, calculé en fonction du nombre d'acres achetées ou aménagées aux termes de chaque projet approuvé en vertu de la présente partie, sauf sur approbation du Gouverneur général en conseil.

5. Les programmes et les projets d'un coût global supérieur à 100,000 dollars devront faire l'objet d'une étude économique.

ANNEXE A

PARTIE III

CONSERVATION DU SOL ET DE L'EAU

1. Les dispositions de la présente partie ont pour objet de permettre au Canada et au Manitoba de prendre des mesures non prévues aux termes d'autres programmes fédéraux ou fédéraux-provinciaux, en vue de favoriser la conservation du sol et de l'eau, principalement à des fins d'aménagement rural et agricole.

2. Les projets ou programmes approuvés en vertu de la présente partie entreront dans l'une ou l'autre des catégories suivantes:

- a) mise en oeuvre de projets complets relatifs à certains bassins hydrographiques en vue de la protection, de l'aménagement, de l'exploitation et de l'amélioration des sols et des ressources hydrauliques dans les limites desdits bassins, sous forme de projets à fins multiples entrepris par le Manitoba, par un organisme de conservation d'un bassin hydrographique, ou par tout autre organisme public du même genre dûment autorisé et reconnu par les lois du Manitoba; les projets seront conçus en conformité des fins énoncées aux paragraphes b) et c) du présent article et applicables

aux bassins hydrographiques et comprendront des mesures de conservation, d'exploitation et d'aménagement des ressources hydrauliques, ainsi que des mesures de conservation et d'amélioration des sols; tous les projets complets relatifs aux bassins hydrographiques ne seront approuvés que s'ils sont jugés acceptables d'après une analyse économique et une évaluation des conséquences positives et négatives possibles du point de vue écologique;

- b) mise en oeuvre de projets de conservation et d'aménagement des eaux, destinés à fournir l'alimentation des fermes, à restaurer des ouvrages d'irrigation existants ou à aménager les travaux d'irrigation nécessaires à la diversification de la culture, et à exécuter d'autres travaux à des fins de prévention des crues et de protection contre les inondations, y compris l'érection de digues, les mesures contre l'érosion et toutes autres mesures de nature à prévenir et à réduire les dégâts causés par l'inondation et la sédimentation; dans le cas de projets à fins multiples destinés à l'aménagement, à l'exploitation et à la conservation des ressources hydrauliques d'une région suivant un plan intégré, lesdits projets pourront comporter des mesures visant à réduire la pollution, à régulariser le débit des cours d'eau, à aménager ou à améliorer des parcs récréatifs et des refuges de la faune, et à assurer l'empoissonnement de masses d'eau;

c) mise en oeuvre de projets de conservation et d'amélioration des sols, destinés à protéger les terres contre la détérioration, à amender les sols érodés et appauvris, à améliorer la distribution des eaux et leur écoulement par le drainage, l'irrigation et l'aménagement de banquettes, à diminuer les dégâts causés par l'eau et les sédiments et à amender les terres afin d'en accroître la productivité, et autres mesures de même nature.

3. 1) Dans le cas des projets cités au paragraphe a) de l'article 2 de la présente partie, le partage des frais peut s'appliquer au montant global des dépenses.

2) Dans le cas des projets cités aux paragraphes b) et c) de l'article 2 de la présente partie, le partage des frais ne dépassera pas 75 p. 100 du montant global des dépenses.

